



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Direction de la Coordination Interministérielle  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
portant mise en demeure à l'encontre de l'EARL DU HÉRAN  
concernant son élevage de porcs situé à MUEL

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE**  
**PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son titre 1er du livre V et la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2102 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015, relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre les nitrates d'origine agricole ;
- VU** la lettre instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010 modifiée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 44005 du 18 juillet 2018 délivré à l'EARL DU HÉRAN pour l'exploitation d'un élevage de porcs situé au lieu-dit « Le Hérans » à MUEL ;
- VU** le rapport d'inspection du 4 juillet 2019 transmis à Mme la Préfète d'Ille-et-Vilaine ;
- VU** le courrier du 15 juillet 2019 transmis à l'EARL DU HÉRAN par l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure notifié le 31 juillet 2019 à l'intéressé ;
- VU** le courrier électronique du 3 août 2019 par lequel l'EARL DU HÉRAN demande un délai supplémentaire et s'engage à réaliser les travaux avant le mois de novembre ;
- VU** le courrier électronique du 22 août 2019 par lequel l'inspection des installations classées accorde un délai de trois mois à l'exploitant ;
- Considérant** que la clôture de la fosse à lisier enterrée n'est pas efficace contre les risques de chutes accidentelles ;

**Considérant** qu'au regard des éléments de fait et de droit sus énoncés, l'EARL DU HÉRAN exploite une installation classée dans des conditions irrégulières au regard des prescriptions qui lui sont applicables et qu'à ce titre elle remplit les conditions de mise en œuvre à son encontre des sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du Secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

## **A R R Ê T E**

**ARTICLE 1** – L'EARL DU HÉRAN, en sa qualité d'exploitant de l'élevage de porcs situé au lieu-dit « Le Hérán » à MUEL, est mise en demeure de :

- protéger la fosse à lisier enterrée de tout risque de chute accidentelle, sans délai,
- mettre en place une clôture efficace de protection autour de cette fosse à lisier enterrée, dans un délai de trois mois.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

**ARTICLE 3** : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.  
Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application *Télérecours citoyens* accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

**ARTICLE 4** – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée minimale de deux mois, conformément à l'article R 171-2 du code de l'environnement.

**ARTICLE 5** – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EARL DU HÉRAN et dont une copie sera adressée au maire de MUEL.

Rennes, le **23 AOUT 2019**

Pour la Préfète,  
Le Secrétaire Général,

Denis OLAGNON